

**Convention collective régionale**

IDCC : 172. – **INDUSTRIES DU BOIS DE PIN MARITIME  
EN FORÊT DE GASCogne**  
**(29 mars 1956)**

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,  
*Journal officiel* du 5 octobre 1956)

■ *Journal officiel* du 18 janvier 2007

**Arrêté du 8 janvier 2007 portant extension d'un avenant à un  
accord conclu dans le cadre de la convention collective régionale  
de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne  
(n° 172)**

NOR : SOCT0710064A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1956 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 6 avril 2006, portant extension de la convention collective régionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne du 29 mars 1956 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 3 du 17 juillet 2006 à l'accord du 26 février 2003 portant sur les salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 29 septembre 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective régionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne du 29 mars 1956,

les dispositions de l'avenant n° 3 du 17 juillet 2006 à l'accord du 26 février 2003 portant sur les salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes : « et avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007 » figurant à l'article 4 comme étant contraires au principe de non-rétroactivité des actes administratifs.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/45, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.